

## enquête

Espérance  
Banlieues,  
une école  
en terre  
de mission

**ÉDUCATION** // Depuis 2012, la Fondation Espérance Banlieues ouvre des écoles hors contrat, aux méthodes inédites pour donner leur chance aux enfants en difficulté, dans des quartiers difficiles.

Nathalie Silbert  
nsilbert@lesechos.fr

Il est 9 h 30. Sous une petite bruine, les élèves de l'école Antoine-de-Saint-Exupéry sont réunis dans la cour pour assister à la levée des drapeaux français et européen. Comme chaque matin, sauf le mercredi. « Pourquoi la levée des couleurs ? Parce que les autres sont aussi importants que nous », lance Patrick Bergot, le directeur de l'établissement qui a ouvert ses portes le 4 septembre dernier. Dans la foulée, l'assemblée entonne « La Marseillaise », la main droite sur le cœur. Nous ne sommes pas chez les enfants de troupe, mais à Asnières, en banlieue parisienne, dans une école de la Fondation Espérance Banlieues. Une école « différente ». Entendez « indépendante », qui s'adresse aux déçus de l'Education nationale, à l'image des établissements hors contrat de plus en plus nombreux en France, le rythme des créations s'accroissant : 37 en 2013, 51 l'année suivante, 67 à la rentrée 2015, où l'on recensait 793 établissements d'enseignement général, de la maternelle au bac. Cette école-ci a toutefois une particularité : elle cible non pas les milieux aisés, mais des familles modestes, voire défavorisées, qui veulent, elles aussi, accroître les chances de réussite de leurs enfants, en difficulté.

Au Cours Saint-Exupéry, les parents paient en effet une somme relativement modique de 750 euros par an, tout comme dans les trois autres écoles du réseau : dans les quartiers Nord à Marseille, à Roubaix et à Montfermeil, en Seine-Saint-Denis. C'est dans cette commune du 93, foyer des émeutes de 2005, qu'Eric Mestrallet, le président de la Fondation Espérance Banlieues, également PDG du cabinet-conseil Arthur Straight, a créé il y a trois ans le premier établissement, avec le soutien du maire UMP, Xavier Lemoine, ancien porte-parole de Christine Boutin. « Le constat était que beaucoup d'enfants n'allaient pas bien », raconte-t-il. Il a donc décidé de se poser en rempart contre « le développement d'une poudrière » : « mon offre scolaire essaie d'apporter une réponse à la désespérance dans des banlieues en souffrance où, souvent, le fait religieux est important et où les familles ne parlent pas toujours français », affirme ce catholique revendiqué, qui peut se vanter d'un parrain connu à Montfermeil : Harry Roselmack, le journaliste de TFI avec lequel il a écrit un livre d'entretiens, l'a aidé à médiatiser son modèle d'école.

A regarder le niveau des inscriptions, son projet répond clairement à une demande. De 37 en 2013, le nombre d'élèves au Cours Alexandre-Dumas, à Montfermeil, a bondi à 85 en 2014, puis à 110 cette année. A Asnières, l'école Saint-Exupéry a, quant à elle, réalisé sa première rentrée avec 51 enfants, du CP à la 5<sup>e</sup>. L'une et l'autre ont essentiellement attiré des enfants issus de l'immigration, de culture musulmane.

Maimouna, jeune femme d'origine malienne, se réjouit d'avoir obtenu une

place en CE1 pour sa fille Binton, à Saint-Exupéry : « Je suis pleinement satisfaite. Les maîtres de l'école publique n'ont pas les moyens d'assurer un encadrement suivi des élèves. Ici, en revanche, mon enfant est valorisée et je suis rassurée lorsque je la laisse le matin », dit-elle.

## Des éducateurs avant tout

Comme dans tous les établissements d'Espérance Banlieues, l'une des priorités est d'apprendre aux enfants les codes de la vie collective. « Eduquer et intégrer sont mes deux objectifs », confirme Patrick Bergot, son directeur doté d'un parcours pour le moins original puisque, jusqu'ici, il travaillait dans un fonds d'investissement à Londres... Les professeurs, aux profils très diversifiés, sont d'ailleurs recrutés pour leurs qualités d'éducateur avant tout.

A l'intérieur de l'école, tout est fait pour développer le sentiment d'appartenance à un groupe. « L'objectif est de faire comprendre aux enfants que la fraternité républicaine est plus forte que la communauté d'origine », indique Patrick Bergot. Dans les murs, les élèves encadrés par des enseignants à la tenue soignée portent donc l'uniforme : sweat à capuche vert pour les garçons, pull-over rose orné d'un macaron orange pour les filles, autorisées à être en jupe ou pantalon noir.

L'ensemble des règles vise à promouvoir le respect réciproque. En classe, les élèves se lèvent quand le professeur entre dans la salle. « Sofiane, venez au tableau ! », appelle le directeur, qui donne aussi les cours de sciences de la vie et de la terre (SVT). Le vouvoiement des élèves, même des plus jeunes, est de rigueur. La socialisation des enfants passe aussi par des règles de bien-vivre ensemble : après le déjeuner pris avec les professeurs, chacun



## Les points à retenir

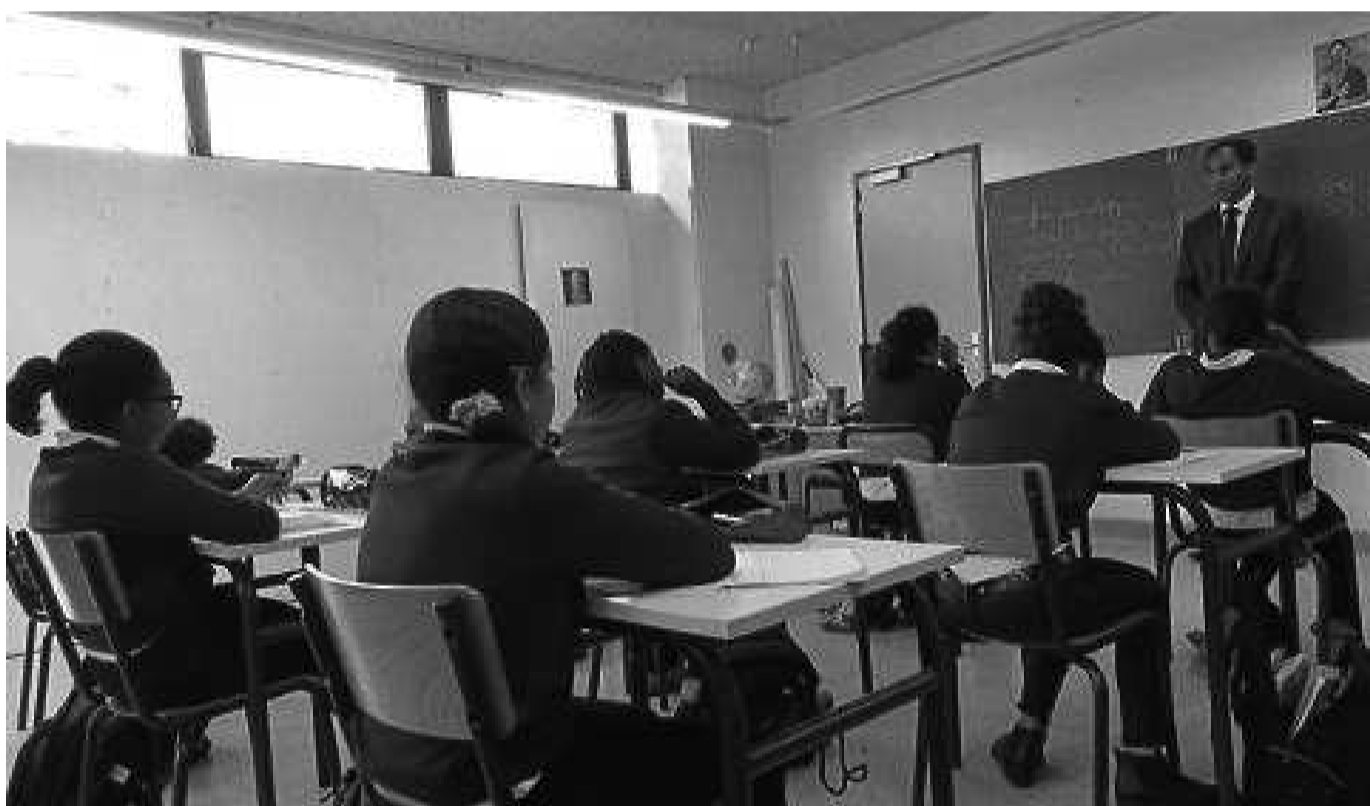
- La Fondation Espérance Banlieues a ouvert des écoles à **Montfermeil** et **Asnières**, en banlieue parisienne, dans les quartiers Nord à **Marseille** et à **Roubaix**.
- De **37 en 2013**, le nombre d'élèves au Cours Alexandre-Dumas à Montfermeil, le premier à avoir ouvert ses portes, est passé à **110 en 2015**, dont une grande partie issue de l'immigration.
- Une priorité est d'apprendre aux enfants les codes de la **vie en société**.
- Sur le plan pédagogique, ces écoles misent sur un **suivi personnalisé**. Celui-ci est permis par le petit effectif des classes et la disponibilité totale des enseignants.



Emilie Ledere pour la Fondation Espérance Banlieues



Mélanie Froj / ReservoirPhoto



A l'intérieur de l'école, tout est fait pour développer le sentiment d'appartenance à un groupe et promouvoir le respect réciproque.

apportant sa gamelle, ils doivent nettoyer, ranger. A cela s'ajoutent des cours d'instruction civique et, surtout, les « Règles d'or ». Ce code de bonne conduite – en cinq points et autant de principes à mettre en œuvre –, que les élèves apprennent par cœur, vise à leur inculquer l'idée que le bonheur passe par des valeurs civiques, morales et sociales. « Je crois que, si je veux être heureux, je devrai travailler, réfléchir, apprendre... » ; « si je veux être heureux, je devrai comprendre que tout homme ou femme est mon frère ou ma sœur, quelle que soit sa race, sa religion... »

Lorsqu'on les interroge, les enfants semblent avoir parfaitement intégré la discipline qui leur est imposée. « L'uniforme, c'est bien. Cela nous apprend qu'on est frères et sœurs », sourit la petite Rania, l'œil malicieux. « Les "Règles d'or" nous donnent des règles de vie », ajoute Aïcha, grave derrière ses lunettes carrées.

L'établissement se veut « aconfessionnel », mais « la dimension religieuse n'est pas niée », précise Patrick Bergot. Pas de petite fille voilée cependant dans les murs, des bandanas sont proposés à celles qui désirent se couvrir la tête. A la veille de l'Aïd, les professeurs ont aussi expliqué aux enfants, musulmans pour une grande partie d'entre eux, que cette fête se célébrait chez soi, mais que « l'école était obligatoire ». Cela n'empêche pas une prière chrétienne d'être accrochée sur les murs de la salle des profs à Asnières comme à Montfermeil...

Pour ceux qui enfreindraient les règles, des sanctions sont prévues qui peuvent aller jusqu'à l'exclusion de l'école... ou du groupe, avec le retrait momentané de l'uniforme. L'élève doit alors le reconquérir par un bon comportement. A Montfermeil, en trois ans, « les cas ont été rares », observe néanmoins le directeur Albéric de Serrant, ancien des Apprentis d'Auteuil et des Frères hospitaliers de Saint-Jean-de-Dieu.

Sur le plan pédagogique, l'originalité du modèle est de s'adapter aux enfants pour mieux leur transmettre les connaissances. En particulier, la maîtrise de la langue fran-

çaise (5 heures par semaine) et des maths (4 heures). La mise en œuvre repose sur trois principes : des classes à effectif limité à 18 élèves maximum et multi-âge (CMI et CM2 par exemple), afin de favoriser le tutorat entre élèves. Enfin, une disponibilité totale des enseignants. De quoi favoriser un accompagnement personnalisé des élèves. C'est ce qui a séduit Edwige. Professeur depuis douze ans dans un collège public d'Asnières, elle a pris une disponibilité d'un an afin d'enseigner le français et l'histoire à Saint-Exupéry. « Je cherchais davantage d'efficacité. Ici, je peux vraiment donner des conseils clairs à chacun », dit-elle.

En classe, le mode participatif est privilégié. Il est 11 h 30, les enfants de CMI-CM2 ont cours de SVT. Le sujet du jour est la respiration. Patrick Bergot mitraille ses élèves de questions. « Que signifie CO<sub>2</sub> ? » ; « Avec quels organes respire-t-on ? » ; « On ne parle que lorsque l'on est interrogé », répète-t-il aux onze élèves assis derrière des tables individuelles, pressés – un peu trop parfois – de répondre. Le cours s'achève sur une séance de questions-réponses entre élèves, chacun étant tour à tour mis sur le gril, puis noté par les autres.

## Sélection à l'aune de la motivation

Limitées par leur modèle, les écoles Espérance Banlieues n'acceptent pas tout le monde. A Montfermeil, le directeur a dû refuser 70 dossiers lors de la dernière rentrée. La sélection s'est jouée sur la motivation des enfants et l'implication des familles. Pour Albéric de Serrant, pas question d'accueillir plus de 150 élèves. « Cela ne serait pas compatible avec notre équipe pédagogique de 10 enseignants », estime-t-il, soulignant : « nous ne sommes pas là pour faire du business ».

Eric Mestrallet doit se démener pour trouver des financements qui permettent de faire vivre et de développer son projet. Certes, ces écoles coûtent « bien moins cher que l'enseignement public », insiste-t-il, de l'ordre de 500.000 euros pour une structure de 100 à 150 élèves. Mais hors contrat, elles n'ont pas accès aux subventions publiques.

Et la participation des familles à la scolarité couvre 20 % des frais de fonctionnement. Il faut donc miser sur les dons de particuliers, d'entreprises ou de donations privées à l'image des Fondations Bettencourt-Schueller – « séduite par l'approche non dogmatique et innovante » – et Raoul Follereau. « Cela n'est pas facile », admet-il. Mais basculer dans le régime classique des écoles privées sous contrat remettrait en cause le modèle : « nous n'aurions plus la liberté de nos rythmes scolaires, de nos choix pédagogiques et de nos effectifs », égrène Albéric de Serrant. Cette équation difficile ne décourage pas Eric Mestrallet : il espère ouvrir une quinzaine d'établissements sur le territoire national d'ici à la rentrée 2016.

Jusqu'ici, ces écoles ont plutôt séduit des maires de droite. Au sein du conseil municipal, les élus de l'opposition, de gauche en l'occurrence, grincent parfois des dents. « C'est un projet très ambigu. De plus, la mise à disposition de leurs locaux s'est faite au détriment d'une école publique », relève Marie-Christine Baillet, à Asnières. « Ces écoles véhiculent une vision traditionnelle et idéologique de l'éducation et de la famille », renchérit un élu de l'opposition de Montfermeil.

Au ministère de l'Education nationale, on n'affiche aucune position officielle sur le réseau d'écoles développé par Eric Mestrallet. On observe simplement qu'il est « très jeune » et que « le travail semble de qualité, même si aucune évaluation du travail pédagogique n'a été réalisée ».

Si elles apprennent la vie en collectivité, les écoles Espérance Banlieues permettront-elles à leurs élèves de mieux réussir sur le plan scolaire, voire de renouer ensuite avec un parcours classique ? Les premiers résultats ne permettent pas de le dire : obligés de passer le brevet des collèges (comme dans toute école hors contrat), trois élèves sur cinq en 3<sup>e</sup> à Montfermeil l'ont réussi en 2013 – « mieux que la moyenne en Seine-Saint-Denis », note Eric Mestrallet –, mais 5 sur 10 l'an dernier – moins bien que le score moyen du département. ■